

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**
PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1
Bid Fax: (204) 983-0338

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet Certification of Biosafety Cabinets	
Solicitation No. - N° de l'invitation W7702-135605/A	Date 2013-02-25
Client Reference No. - N° de référence du client DND	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$WPG-202-8461	
File No. - N° de dossier WPG-2-35331 (202)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-04-08	Time Zone Fuseau horaire Central Daylight Saving Time CDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Kozak, Tammy	Buyer Id - Id de l'acheteur wpg202
Telephone No. - N° de téléphone (204) 984-8825 ()	FAX No. - N° de FAX (204) 983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE Defence R&D Canada Suffield Bldg 560 Receiving Ralston Alberta T0J 2N0 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Western
Region
PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Code de conduite obligatoire des Certifications - Certificats requis préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. SACC Manual Clauses
12. Exigences en matière d'assurance
13. Dommages-intérêts fixés à l'avance

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7702-135605/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg202

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

DND

WPG-2-35331

Liste des annexes

Annexe A Énoncé des travaux

annexe B, Base de paiement

Annexe C Assurance

Annexe D DND 626, Formulaire d'autorisation de travail

Annexe E autorisation spéciale du contrat d'utilisation

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions et le contrat subséquent comptent sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et
Partie 7	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement et toute autre annexe.

2. Sommaire

Une autorisation de tâches en vertu d'un contrat est nécessaire pour la prestation de la main-d'œuvre, des outils, des matériaux, de l'équipement, du transport et de la supervision nécessaires pour l'inspection annuelle, l'entretien, la maintenance et l'accréditation d'enceintes de biosécurité, et pour la prestation de services de réparation sur demande dans les locaux de Recherche et Développement pour la défense Canada - Suffield, situés à la base des Forces canadiennes Suffield, à Ralston, en Alberta.

La période du contrat s'échelonnera à partir de la date d'adjudication du contrat jusqu'au 31 mars 2014, le Canada se réservant l'option irrévocable de le prolonger de deux (2) périodes consécutives supplémentaires d'un (1) an.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI)

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>)

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

.1 SACC Manual Clauses

B4024T (2006-08-15) Aucun produit de remplacement

B1000T (2007-11-30), Condition du matériel

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus deux (2) jours civils après la dernière visite obligatoire des lieux. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard 10 jours avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission financière (1 copies papier)

Section II: Attestations (1 copies papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);

b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à:

1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et

2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission financière

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe «B»). Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

.1 SACC Manual Clauses

C3011T (2010-01-11), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées en conformité avec l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Évaluation technique obligatoire

- 1. Critères techniques obligatoires sont inclus à l'annexe A..

1.2 Évaluation financière

- 1.2.1 Clause du guide des CCUA A0222T (2010-01-11), Évaluation du prix

2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

1. Code de conduite Certifications - Consentement à une vérification de casiers judiciaires

1.1 Les soumissionnaires doivent soumettre avec leur soumission, par la date de clôture la demande de soumissions:

(a) une liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire;

(b) un dûment rempli et signé le formulaire de consentement à une vérification de casier judiciaire (PWGSC-TPSGC 229), pour chaque personne nommée dans la liste

2. Attestations préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux - Attestation

Programme de contrats fédéraux

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000\$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par

un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.

3. Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

a. () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;

b. () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;

c. () est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de plus de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;

d. () est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____

c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC.

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

2.2 Attestation pour ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.

1.2.1 Définition

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada . Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un individu qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension dans la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires,

L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

1.2.2 Ancien fonctionnaire touchant une pension

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-dessus? OUI () NON ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

1.2.3 Programme de réduction des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? OUI () NO ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c) la date de la cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.

1.2.4 Attestation

En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences ci-dessus est exacte et complète.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

non applicable

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

1.1 Autorisation de tâches

es travaux du contrat, tels que décrits dans l'annexe A, Énoncé des travaux, seront effectués sur demande, au moyen d'une autorisation de tâches. Les travaux décrits dans celle-ci doivent être conformes à la portée du contrat.

1.2 Autorisation de tâches

1.1. Les soumissionnaires doivent absolument fournir des prix/taux pour la période visée par le contrat proposé dans les barèmes de prix ci-dessous. Une fois remplie, cette section représentera la proposition financière du soumissionnaire.

1.2. Les soumissionnaires doivent fournir des prix pour les DIX emplacements en Alberta. Ils doivent indiquer des PRIX fermes tout compris pour chaque article, TPS en sus. Les prix DOIVENT comprendre TOUS les coûts associés à la prestation des services, conformément à l'Énoncé des travaux, Annexe A ci-joint.

1.3. Le cas échéant, la TPS doit être indiquée comme un élément distinct sur toute facture subséquente.

1.4. L'offrant doit fournir des prix selon l'unité de distribution indiquée. Il incombe à l'offrant de fournir la conversion de l'unité de distribution demandée. L'omission de procéder ainsi rendra l'offre irrecevable et elle sera rejetée d'emblée.

1.5. Si jamais une erreur se glissait dans la proposition du soumissionnaire, le prix unitaire prévaudra et le prix calculé sera corrigé dans l'évaluation. Toute erreur de quantité dans la proposition du soumissionnaire sera modifiée pour refléter les quantités indiquées dans le présent document.

1.1.2 Rapports relatifs à l' des autorisations de tâches

L' doit compiler et tenir des dossiers sur sa prestation de biens et de services au Canada en vertu de l' de tâche émise dans le cadre du contrat.

L' doit fournir les données en question conformément aux exigences relatives aux rapports détaillées à l' F. Si certaines données venaient à manquer, la cause de l'indisponibilité des données doit être indiquée. Si aucun service n' fourni pendant une période donnée, l' doit quand même fournir un rapport « NÉANT ».

Les données doivent être soumises trimestriellement à l' contractante tel qu' est détaillé à l' F.

Les données doivent être soumises à l'autorité contractante au plus tard fifteen (15) jours civils après la fin de la période de rapport.

1.1.3 Limite de l' de tâche

Les autorisations de tâches individuelles lancées par l' responsable du projet ne doivent pas dépasser 10,000.00\$ (TPS et TVH en sus), y compris toute révision.

Les autorisations de tâches individuelles qui dépassent ce montant doivent être négociées et signées par l'Autorité contractante avant la date d'attribution du contrat.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>)

2.1 Conditions générales

2035 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

3. Exigences relatives à la sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité à cette exigence.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

La durée du contrat est la date d'attribution du contrat, estimé 01 Avril 2013 au 31 Mars, 2015 inclusivement.

4.2 Option de prolongation du contrat

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus 2 période(s) supplémentaire(s) de 1 année(s) chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période prolongée du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.

Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur au moins 30 jours civils avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Tammy Kozak

Spécialiste en approvisionnement, Direction générale des approvisionnements
Case postale 1408
100-167, avenue Lombard
Winnipeg (Manitoba), R3C 2Z1

Téléphone : 204-984-8825 Télécopieur : 204-983-7796

Courriel : tammy.kozak@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Autorité technique

Le responsable technique pour le contrat est:

Nom: _____ à déterminer à CONTRAT AWARD _____

Titre: _____

Organisation: _____

Adresse: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

Adresse e-mail: _____

Le responsable technique nommé ci-dessus est le représentant du ministère ou de l'organisme pour lequel les travaux sont effectués en vertu du contrat et est responsable de toutes les questions concernant le contenu technique des travaux prévus dans le contrat. Les questions techniques peuvent être discutées avec le responsable technique, mais le responsable technique n'a pas le pouvoir d'autoriser des modifications à la portée de l'ouvrage. Modification du périmètre de l'ouvrage ne ??peut être faite à travers une modification de contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____ - _____ - _____

Télécopieur : _____ - _____ - _____

Courriel : _____

6. Paiement

6.1 Base de paiement - prix unitaire

Pour les travaux décrits dans une annexe Prix 1 - Services réguliers à l'annexe B:

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et correctement engagés dans l'exécution des travaux, tel que déterminé conformément à la Base de paiement à l'annexe B, à une limitation des dépenses de \$ à déterminer à ATTRIBUTION DU CONTRAT. Les droits de douane sont inclus sur les produits et des services fiscaux ou taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

6.1.1 Limite de prix

Clauses du guide des CCUA C6000C (2011-05-16) Limite de prix

6.2 Le Canada a l'obligation - partie des travaux - Autorisations de travail

Pour les travaux décrits dans le barème de prix 2 - Au fur et à Lorsque les services demandés dans l'annexe B:

L'obligation du Canada à l'égard de la partie des travaux en vertu du contrat qui est exécutée par le biais des autorisations de tâches est limitée au montant total des tâches réellement effectuées par l'entrepreneur

6.3 Base de paiement - Limitation des dépenses - Les autorisations de travail

1. La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser la somme de ____ \$. Les droits de douane ____ inséreront l'objet d'une exemption ») et la taxe sur les **Oprouits et services ou la taxe de vente harmonisée** est en sus, s'il y a lieu.

2. Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement de conception, de toute modification ou interprétation des travaux, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être **ointégrés** aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante concernant la suffisance de cette somme :

- a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
- b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat, ou
- c) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux, elon la première de ces conditions à se présenter.

3. Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas la responsabilité du Canada à son égard.

6.3 Paiement mensuel

Clause du guide des CCUA H1008C (2008-05-12), Paiement mensuel

6.4 Clauses du guide des CCUA

A9117C (2007-11-30), T1204 - demande directe du ministère client

C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

C0504C (2010-01-11), Heures supplémentaires

C0710C (2007-11-30) ,Vérification du temps et du prix contractuel

7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

8. Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales - 2035 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- c) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- d) l'Annexe « B », Base de paiement;
- e) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- f) les autorisations de tâches signées;
- g) la soumission de l'entrepreneur datée du _____

11. Contrat de défense

Du guide des CCUA A9006C (2008-05-12) Contrat de défense

12. Clauses du guide des CCUA

A9062C (2011-05-16), Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes
B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires

13. assurance

L'entrepreneur doit se conformer aux exigences d'assurance prévues ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance requise pour la durée du contrat. La conformité avec les exigences d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité ou de réduire en vertu du contrat.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat et pour assurer la conformité avec la législation

applicable. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur, et pour son propre bénéfice et de protection.

L'entrepreneur doit transmettre à l'autorité contractante dans les dix (10) jours après la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance attestant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences en vigueur. L'assurance doit être placée avec un assureur autorisé à exercer des activités au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

14. Assurance de responsabilité civile générale

1. L'entrepreneur doit obtenir assurance responsabilité civile commerciale et maintenir en vigueur pendant toute la durée du contrat, d'un montant habituel pour un contrat de cette nature, mais pour pas moins de 2.000.000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La politique Responsabilité civile générale doit comprendre les éléments suivants:

(A) Assuré additionnel: Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne la responsabilité découlant de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt des

Canada devrait se lire comme suit: Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(B) les blessures corporelles et de dommages matériels à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

(C) les produits et travaux terminés: la couverture des dommages corporels ou matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur et / ou à la suite d'opérations qui ont été complétées par l'entrepreneur.

(D) Préjudice personnel: Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation, l'arrestation illégale, détention ou d'emprisonnement et la diffamation.

(E) Responsabilité réciproque / Séparation des assurés: Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. En outre, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun.

(F) Couverture Responsabilité contractuelle: La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

(G) Les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

(H) Responsabilité de l'employeur (ou la confirmation que tous les employés sont couverts par l'indemnisation des travailleurs (CSPAAT) ou un programme similaire)

(I) Broad dommages matériels formulaire, y compris les opérations terminées: étend la couverture des dommages matériels à inclure certaines pertes qui seraient autrement exclus par l'exclusion standard des soins, la garde ou le contrôle dans une police standard.

(J) Avis d'annulation: L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante trente (30) jours un avis écrit d'annulation de.

(K) Si le contrat est écrit sur une base de réclamations présentées, la couverture doit être en place pour une période d'au moins 12 mois après l'achèvement ou la résiliation du contrat.

ANNEXE A**ÉNONCÉ DE TRAVAIL**

Réparation, entretien et renouvellement annuel de l'accréditation d'enceintes de biosécurité (EBS), micro-isolateurs pour animaux et filtres HEPA (de l'anglais *High Efficiency Particulate Air*) à RDDC Suffield

Description des travaux :

Fournir des services de renouvellement annuel de l'accréditation, d'entretien et de réparation de tous les types d'enceintes de biosécurité (EBS), des micro-isolateurs pour animaux, des filtres HEPA pour équipement de chauffage, ventilation et conditionnement d'air (CVCA), des filtres à odeurs réutilisables, ou des services de construction de CVCA ou d'autres équipements de biosécurité connexes, avec composants additionnels requis et complets, pour Recherche et Développement pour la défense Canada – Suffield, à Suffield, en Alberta.

Énoncé des travaux :

1. L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux, outils, main-d'œuvre et assurer les déplacements relatifs à l'entretien, à la réparation, aux essais et au renouvellement de l'accréditation de l'équipement figurant sur la liste de l'annexe A1.
2. Au cours de l'année visée par le contrat seulement, l'entrepreneur doit fournir, installer et accréditer 16 filtres HEPA de 24 po x 24 po x 12 po d'une efficacité de 99,97 % dans le plenum de reprise d'air de l'enceinte B10 du local mécanique de la construction hors toit. Le cadre du filtre, de calibre 16, doit être entièrement constitué de métal revêtu de zinc, et être résistant à la corrosion. Il doit pouvoir conserver sa forme structurale rigide sans attaches mécaniques comme des boulons, des vis ou des œillets de fixation. Les dessins d'atelier des filtres proposés doivent être fournis pour approbation avant l'approvisionnement et l'installation.
3. L'entrepreneur doit fournir et enlever les matériaux jetables existants, qui sont constitués d'alumine activée avec permanganate de potassium comme indicateur de couleur, et les remplacer par un matériau semblable pour 48 cellules, avec environ 30 livres par cellule dans le plenum de reprise d'air pour l'enceinte B10 dans le local mécanique de la construction hors toit. Les appellations commerciales de ce matériau sont Permasorb, Chemsorb ou Unisorb. Son remplacement dans les années à venir pourra se faire à la discrétion de l'autorité technique.
4. L'entrepreneur doit soumettre à des essais tous les filtres HEPA (y compris ceux qui se trouvent dans les enceintes de biosécurité, dans les cages des micro-isolateurs pour animaux et dans d'autres dispositifs à filtres HEPA, ainsi que les filtres raccordés aux conduites et les logements de filtre). Il doit également procéder à l'entretien et à la réparation des moteurs et des ventilateurs des enceintes de biosécurité, des micro-isolateurs, et d'autres équipements connexes, sur demande, « par visite ».

L'entrepreneur doit changer les filtres HEPA au besoin, apporter les ajustements et faire les réparations nécessaires, et il doit fournir les pièces requises en cas des réparation ou de remplacement.

5. Les EBS de classe II doivent être certifiés conformes à la norme NSF 49 (*National Sanitation Foundation*).
6. Les EBS de classe III doivent faire l'objet d'essais conformément aux normes suivantes : BS EN 12469:2000: *Biotechnology- Performance criteria for microbiological safety cabinets* (2000), British Standards Institute, et *Laboratory Safety Monograph: A Supplement to NIH Guidelines for Recombinant DNA Research* (1979), National Cancer Institute Office of Research Safety and the Special Committee of Safety and Health Experts. (Le critère d'acceptation est le suivant : le taux de fuite mesuré en tout point de l'enceinte ne doit pas dépasser 10×10^{-7} cm³/s à 750 Pa).
7. Les EBS de classe I, les micro-isolateurs et autres dispositifs (y compris les logements de filtre) doivent être mis à l'essai suivant les spécifications du fabricant, en utilisant la méthode de balayage. Chaque filtre HEPA doit être vérifié sur place par un test de retenue des particules au moyen de la méthode de balayage, conformément à la norme IEST-RP-CC-001.5, *HEPA and ULPA Filters* (2009), Institute of Environmental Sciences and Testing. Lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser le test par balayage, le test par sonde est acceptable.
8. L'entrepreneur doit fournir les documents mentionnés sur le formulaire C, Renseignements requis sur les essais de vérification et de performance pour le renouvellement d'accréditation des laboratoires de niveau de confinement 3 (NC 3) de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.
9. Il doit produire les certificats des essais de chaque enceinte de biosécurité et indiquer le type d'enceinte et le type de conduite d'évacuation (rigide, à manchon d'emboîtement), ainsi que la norme suivant laquelle l'enceinte a été testée et les compétences du vérificateur, la méthode employée (balayage ou sonde) pour tester le filtre HEPA et les critères de réussite/d'échec. Si la norme NSF 49 ne s'applique pas, mettre à l'essai suivant les spécifications du fabricant. L'entrepreneur doit indiquer la pénétration des particules exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont, fournir une indication de toute réparation d'un filtre HEPA et les résultats des nouveaux essais, les débits d'air soufflé et d'air extrait (évacuation) et les écarts acceptables selon le modèle, les résultats des essais des avertisseurs - essais d'écoulement d'air, essais des avertisseurs de panne, et la vérification de la configuration de la circulation d'air à l'intérieur de l'enceinte.
10. Les certificats des essais des autres filtres HEPA doivent être fournis pour chaque filtre. Ils doivent comporter les renseignements suivants : une confirmation de l'essai de balayage (lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser le test par balayage, le test par sonde est acceptable). L'entrepreneur doit indiquer la pénétration des particules exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont, qui ne doit pas dépasser 0,01 %; ou, dans le cas de l'essai par sonde, la pénétration des particules, exprimée selon un pourcentage de la concentration d'essai en amont, qui ne doit pas dépasser 0,005 %.

De plus, l'entrepreneur doit fournir une indication de toute réparation d'un filtre HEPA et les résultats des nouveaux essais.

11. RDDC Suffield vérifiera que l'EBS ou les logements de filtre ont été décontaminés avant le remplacement des filtres ou avant les travaux de réparation pour lesquels on doit déposer les panneaux pour accéder à l'intérieur des enceintes.
12. On suppose que l'entrepreneur devra effectuer six (6) à huit (8) visites sur place pour soumettre à des essais et entretenir l'équipement de RDDC Suffield indiqué à l'annexe A. Des essais portant sur d'autres appareils pourraient être requis si l'on se procure de nouveaux équipements pendant la durée du contrat. Il est possible que les essais portent sur un nombre d'appareils moins élevé que prévu si des changements surviennent dans le cadre du programme de recherche de RDDC, ou si des appareils sont mis hors service.
13. L'entrepreneur devra être escorté par un membre du personnel du centre RDDC Suffield chaque fois qu'il exécutera des travaux sur place; le chargé de projet et l'utilisateur final seront tenus de prendre les dispositions nécessaires pour l'accompagnement de l'entrepreneur.
14. Le chargé de projet devra établir le calendrier de tous les travaux de réparation et demandes de service.

Exigences obligatoires :

- L'entrepreneur doit pouvoir proposer un prix dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de l'autorisation de tâches (AT) et doit être en mesure de planifier une visite des lieux dans les dix (10) suivant la réception de l'AT pour les opérations normales.
- Il doit pouvoir répondre aux changements d'horaire relatifs aux réparations d'urgence ou au renouvellement de l'accréditation dans les 24 heures suivant la réception de l'AT, et doit être en mesure de planifier une visite dans les deux (2) jours ouvrables suivant la réponse. Toutes les réparations et tous les travaux d'entretien doivent être effectués durant les heures normales de travail, soit du lundi au vendredi.
- Les certificats d'essai doivent être fournis dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la fin de la visite sur place.
- L'entrepreneur doit posséder un certificat d'étalonnage valide pour l'équipement utilisé pour procéder aux essais à la date des essais. Le certificat d'étalonnage de l'équipement, ainsi qu'une copie à jour du certificat d'agrément du technicien doivent être fournis dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la fin de la visite sur place.
- Tous les essais et toutes les réparations des filtres HEPA et de l'équipement de biosécurité doivent être effectués par un technicien NSF agréé, que le dispositif puisse ou non être testé conformément à la norme NSL 49. Les services d'un seul technicien sont facturables par appel de service, à moins d'indication contraire par le chargé de

projet. Si le chargé de projet estime que la présence d'une autre personne est requise lors de l'appel de service, celle-ci sera payée au taux d'un employé non agréé, selon la Base de paiement. Le seul équipement dont la vérification peut nécessiter la présence de deux (2) personnes est indiqué dans l'Énoncé des travaux.

- Les ensembles de filtres HEPA et de filtres à odeurs au charbon doivent être entretenus, vérifiés et facturés en fonction du temps et des pièces nécessaires, plutôt qu'au cas par cas.
- Le réglage du débit d'air ou d'autres réglages de l'EBS font partie de l'entretien régulier en vue du renouvellement de l'accréditation, et ne sont pas considérés comme des réparations distinctes.

ANNEXE A1 L'ÉQUIPEMENT

LISTE DE

Description	Emplacement	Marque	Modèle	N° de série	Commentaires
Niveau de biosécurité 3, filtres HEPA côté « air entrant »	B1, Salle 110				Ensemble de 4 filtres : 2 filtres de 24 po x 24 po x 11,5 po, et 2 filtres de 12 po x 24 po x 11,5 po
Niveau de biosécurité 3 filtres d'extraction HEPA, 99,99 %	B1, Salle 205				Ensemble de 12 filtres de 24 po x 24 po x 24 po Cet essai nécessite la présence de deux (2) personnes .
Niveau de biosécurité 3 filtres d'extraction HEPA, 99,999 %	B1 Salle 205				Ensemble de 8 filtres de 24 po x 24 po x 24 po Cet essai nécessite la présence de deux (2) personnes .
Niveau de biosécurité 3, conduite de CO ₂ HEPA	B1 Salle 108	Pall Emflon	MCY4463PF RPH4		Cartouche filtrante installée dans le logement
Niveau de biosécurité 3, conduite de CO ₂ HEPA	B1 Salle 207	Pall Emflon	MCY4463PF RPH4		Cartouche filtrante installée dans le logement
Niveau de biosécurité 3, évent d'égout HEPA	B1 Salle 205	Filter Factory	9FP-A-Y2-DS OS	1001748-001	Filtre unique, 8 po x 8 po x 6 po
Niveau de biosécurité 3, évent d'égout HEPA	B1 Salle 200A	Pall	CFP92SP		Cartouche filtrante
Niveau de biosécurité 3, Micro-isolateur pour animaux	B1 Salle 105	Lab Products	59015HD 59015	86170-9554 78310-9404	Filtres côté « air entrant » et « extraction »
Niveau de biosécurité	B1 Salle 105	Lab Products	59015HD	M179890-9921	Filtres côté « air

3, Micro-isolateur pour animaux			59015NHD	M180990-9910	entrant » et « extraction »
Niveau de biosécurité 3, Micro-isolateur pour animaux	B1 Salle 206A	Thoren Caging	9408147TM	DRDC 206A-C1	Filtres côté « air entrant » et « extraction »
EBS Niveau de biosécurité 3, classe I	B1 Salle 105	Nu-Aire	Nu-813-300	84154AGU	
EBC Niveau de biosécurité 3, classe II Type A2	B1 Salle 106	ESCO	LR2 6S2	2010-50179	
EBS Niveau de biosécurité 3, classe II Type B2	B1 Salle 106	Forma	1148	14441-192	
EBS Niveau de biosécurité 3, classe II Type A2	B1 Salle 206	Labconco	3620904	191589	
EBS Niveau de biosécurité 3, classe II Type A1	B1 Salle 206A	Forma	1106	14175-560	
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	81380	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	43656	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	40183	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	81294	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	70217	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité	B1 Salle 110	3M	GVP 445	43148	Soumettre le filtre

3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA					installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	106319	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	106658	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	106601	Soumettre le filtre installé à un essai
Niveau de biosécurité 3, Appareil filtrant à air propulsé HEPA	B1 Salle 110	3M	GVP 445	66456	Soumettre le filtre installé à un essai
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 103	Thermo	1387	17532-1364	
EBS, classe II Type A1	B1 Salle 108	Baker	B60-112	52262	
EBS, classe II Type A/B3	B1 Salle 112A	Forma	1286	29074-534	
Micro-isolateur pour animaux	B1 Salle 114	Thoren Caging		E# 25133	Filtres côté « air entrant » et « extraction »
Étagère pour cages à flux laminaire	B1 Salle 114	Nu-Aire	NU-124-600	15079	Considérer comme un micro-isolateur pour animaux
EBS, classe II Type A/B3	B1 Salle 114A	Forma	1186	16841-1129	
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 115	Thermo	1286	102376-2543	
Micro-isolateur pour animaux	B1 Salle 115A	Lab Products	59015N 59015	81680-9243 N076170-9423	Filtres côté « air entrant » et « extraction »
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 129	ESCO	LA2-4A2	2009-43796	
Micro-isolateur pour animaux	B1 Salle 200A	Thoren Caging	9-63-9-7-1-4-5MW	AC200A	Filtres côté « air entrant » et « extraction »
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 203	Thermo	1375	115324-732	
EBS, classe II Type A1	B1 Salle 203	Forma	1100	14927-1032	

EBS, classe II Type A1	B1 Salle 207	Forma	1110	13811-273	
EBS, classe II Type A1	B1 Salle 209	Forma	1110	13811-271	
EBS, classe I	B1 Salle 209	Design Filtration	EXT-06-C	32476-121	
EBS, classe II Type B2	B1 Salle 222	Nu-Aire	Nu430-600	19941060101	
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 223	Thermo	1387	112551-2763	
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 225W	Thermo	1387	113314-2799	
EBS, classe I	B1 Salle 301	Nu-Aire	NU-813-400		
EBS, classe II Type B2	B1 Salle 403	Labconco	36214	041128498	
EBS, classe II Type B2	B1 Salle 405	Forma	1168	14088-41	
Hotte à flux laminaire horizontal	B1 Salle 407	Microzone	H4-MW-99T	804-2929	
EBS, classe II Type A2	B1 Salle 415	Thermo	1387	153990-789	
EBS, classe II Type 2A	B10 Salle 11	ESCO	LR2-4S2	2010-44727	
EBS, classe II Type B2	B10 Salle 17	Baker	4-TX	53283	
EBS, classe II Type A2	B10 Salle 17	Thermo	1448	103614-6	
Hotte à flux laminaire horizontal	B10 Salle 17	Labconco			
Hotte à flux laminaire horizontal	B10 Salle 45	ESCO	ASH-3B2	2007-25059	
EBS, classe II Type A2	B10 Salle 45	Labconco	3800001	050233371G	
Micro-isolateur pour animaux	B19	TechniplastSPA	9AB424P	1100947	Filtres côté « air entrant » et « extraction »
EBS, classe II Type A2	B600 Salle 135	Thermo	1286	102476-2625	
EBS, classe II Type A2	B600 Salle 135	Thermo	1286	102475-2619	

Description	Emplacement	Marque	Modèle	N° de série	Commentaires
Enceinte PCR	B601 Vestibule	Labconco	3970302	060656494B	Considérer, au moment de proposer un prix, comme une hotte à flux laminaire horizontal
EBS, classe II Type A2	B601 Laboratoire	Forma Thermo	1387	130980-119	
EBS, classe II Type A/B3	B601 Laboratoire	Baker	SG603	75725	
Filtre HEPA côté « air entrant »	B601 Local mécanique			SF1-MOD	
Filtre d'extraction HEPA	B601 Local mécanique			EF1-MOD	2 filtres en série
Plumbing vent HEPA	B601 Local mécanique			EF2-MOD	
EBS, classe I	MAGIDU	Nu-Aire	NU814-300	3982&3	
HEPA filter	Chambre de bioaérosols				2-24" x 24" x 11.5"
EBS, classe II Type A2	Red-Tec	ESCO	LR2 4S2		Located offsite
EBS, classe II Type A2	Red-Tec	ESCO	LRS 4S2		Located offsite
EBS, classe II Type B2	B96 Storage	Baker		75779	Not installed
EBS, classe III	B96 Storage	Baker		75787	Not installed
Filtres d'extraction HEPA	B603 Local mécanique	CamFil Farr	5210170 99.97%		2 – 24" x 24" x 11.5"
Filtres d'extraction HEPA	B603 Local mécanique	CamFil Farr	5210467 99.97%		2 – 24" x 24" x 11.5"

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7702-135605/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

DND

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

WPG-2-35331

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg202

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Filtres de reprise d'air HEPA	B10 Construction hors toit	Cambridge Absolute Model	1X2422412- 1		Ensemble de 16 filtres : 24" x 24" x 12"
----------------------------------	----------------------------------	--------------------------------	-----------------	--	------------------------------------------------

ANNEXE B**BASE DES PRIX/DE PAIEMENT****1.0 Instructions**

1,1. Il est **OBLIGATOIRE** que les soumissionnaires déposent cabinet prix tout inclus / taux pour la période du contrat et pour toutes les périodes d'option pour tous les articles énumérés dans les listes de prix suivantes. Cette section, une fois terminée, sera considérée comme offre financière du soumissionnaire.

1,2. Devrait-il y avoir une erreur dans le calcul des prix de la proposition du soumissionnaire, le prix unitaire fera foi et le prix global doit être corrigée lors de l'évaluation.

1,3. Tarifs doit inclure tous les coûts associés à la fourniture du service, conformément à l'énoncé des travaux, Annexe A, ci-jointe. Sans frais supplémentaires seront autorisés pour les voyages. TPS, le cas échéant, n'est pas inclus et doit être montré comme un élément distinct sur toute facture qui en résulte. Le paiement sera effectué en conformité avec la tarification suivante.

BARÈME DE PRIX : Année 1 – de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2014**Prix unitaire ferme, FAB – Destination (BFC Suffield), TPS en sus**

	Services normalisés	Unité	Qté estimée	Prix unitaire
1	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 1 Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 1 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
2	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 2 Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 2 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
3	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 3 Prix forfaitaire pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 3 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
3	Micro-isolateurs pour animaux Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des micro-isolateurs	ch.		\$

	conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.			
5	Appareil filtrant à air propulsé Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des appareils filtrants à air propulsé conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
6	Hotte à flux laminaire horizontal Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des hottes à flux laminaire horizontal conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
7	Renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA (de l'anglais <i>High Efficiency Particulate Air</i>) Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour le renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA individuels de l'équipement CVCA, conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
8	Renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA (de l'anglais <i>High Efficiency Particulate Air</i>) L'entrepreneur doit proposer un prix pour le renouvellement de l'accréditation des ensembles de filtres indiqués dans l'annexe, en fonction du temps et des pièces nécessaires. Le taux de rémunération d'un technicien en entretien et en réparation agréé NSF et celui des assistants non agréés durant les heures de travail normales doivent figurer au contrat.	ch.		\$
9	Prix forfaitaire tout inclus pour l'approvisionnement, l'installation et la certification de 16 filtres HEPA de 24 po x 24 po x 12 po ayant une efficacité de 99,97 % et situés dans le plenum de reprise d'air de la B10 dans le local mécanique de la construction hors toit. À noter que la zone est accessible par des escaliers. Ce montant est requis seulement au cours de la première année du contrat.	lot		\$
10	Prix forfaitaire tout inclus pour l'enlèvement et l'évacuation des matériaux jetables existants et leur remplacement par des matériaux semblables pour l'ensemble des filtres à charbon actif dans le plenum de reprise d'air de la B10 dans le local mécanique de la construction hors toit.	lot		\$

11	Matériaux et pièces de rechange : Les matériaux et pièces de rechange (sauf les articles gratuits) doivent être facturés au prix de revient réel, qui comprend le prix facturé, les frais de transport, les taux de change, les droits de douane et les frais de courtage, plus une majoration (comprenant les frais d'achat, les frais de manutention	Maj.		%
----	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	--	---

	internes, les dépenses administratives et le bénéfice) sans compter la taxe de vente. La taxe de vente doit être indiquée séparément. (Utilisation prévue : 1000,00)			
12	Services sur demande :			
a)	Appel de service – Prix forfaitaire tout inclus pour tous les frais et la durée des déplacements (frais de travail non productif) en direction et en provenance du lieu de travail et incluant tous les frais de kilométrage durant les heures de travail normales. Par appel \$			
b)	Travail productif sur place, pour un technicien NSF agréé; taux de rémunération durant les heures de travail normales.	Heures		\$
c)	Travail productif sur place, pour une personne autre qu'un technicien NSF agréé; taux de rémunération durant les heures de travail normales.	Heures		\$

BARÈME DE PRIX : ANNÉE D'OPTION 1 – du _____ au 31 mars 2015**Prix unitaire ferme, FAB – Destination (BFC Suffield), TPS en sus**

	Services normalisés	Unité	Qté estimée	Prix unitaire
1	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 1 Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 1 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
2	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 2 Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 2 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
3	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 3 Prix forfaitaire pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de	ch.		\$

	classe 3 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.			
4	Micro-isolateurs pour animaux Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des micro-isolateurs conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
5	Appareil filtrant à air propulsé Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des appareils filtrants à air propulsé conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
6	Hotte à flux laminaire horizontal Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des hottes à flux laminaire horizontal conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
7	Renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA (de l'anglais <i>High Efficiency Particulate Air</i>) Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour le renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA individuels de l'équipement CVCA, conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
8	Renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA (de l'anglais <i>High Efficiency Particulate Air</i>) L'entrepreneur doit proposer un prix pour le renouvellement de l'accréditation des ensembles de filtres indiqués dans l'annexe, en fonction du temps et des pièces nécessaires. Le taux de rémunération d'un technicien en entretien et en réparation agréé NSF et celui des assistants non agréés durant les heures de travail normales doivent figurer au contrat.	ch.		\$
9	Prix forfaitaire tout inclus pour l'enlèvement et l'évacuation des matériaux jetables existants et leur remplacement par des matériaux semblables pour l'ensemble des filtres à charbon actif dans le plenum de reprise d'air de la B10 dans le local mécanique de la construction hors toit.	lot		\$

10	Matériaux et pièces de remplacement : Les matériaux et pièces de rechange (sauf les articles gratuits) doivent être facturés au prix de revient réel, qui comprend le prix facturé, les frais de transport, les taux de change, les droits de douane et les frais de courtage, plus une majoration (comprenant les frais d'achat, les frais de manutention	Maj.		%
----	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	--	---

	internes, les dépenses administratives et le bénéfice) sans compter la taxe de vente. La taxe de vente doit être indiquée séparément. (Utilisation prévue : 1000,00)			
11	Services sur demande :			
a)	Appel de service – Prix forfaitaire tout inclus pour tous les frais et la durée des déplacements (frais de travail non productif) en direction et en provenance du lieu de travail et incluant tous les frais de kilométrage durant les heures de travail normales.	Par appel		\$
b)	Travail productif sur place, pour un technicien NSF agréé; taux de rémunération durant les heures de travail normales.	Heures		\$
c)	Travail productif sur place, pour une personne autre qu'un technicien NSF agréé; taux de rémunération durant les heures de travail normales.	Heures		\$

BARÈME DE PRIX : ANNÉE D'OPTION 2 – du ____ au 31 mars 2016

Prix unitaire ferme, FAB – Destination (BFC Suffield), TPS en sus

	Services normalisés	Unité	Qté estimée	Prix unitaire
1	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 1 Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 1 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
2	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 2 Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 2 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
3	Mise à l'essai des enceintes de biosécurité, classe 3 Prix forfaitaire pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des enceintes de biosécurité de classe 3 conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$

4	Micro-isolateurs pour animaux Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des micro-isolateurs conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
5	Appareil filtrant à air propulsé Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des appareils filtrants à air propulsé conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
6	Hotte à flux laminaire horizontal Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour effectuer les tests des hottes à flux laminaire horizontal conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
7	Renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA (de l'anglais <i>High Efficiency Particulate Air</i>) Prix forfaitaire tout inclus pour les déplacements, la main-d'œuvre et l'équipement nécessaires pour le renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA individuels de l'équipement CVCA, conformément aux spécifications et aux normes indiquées dans la Portée des travaux.	ch.		\$
8	Renouvellement de l'accréditation des filtres HEPA (de l'anglais <i>High Efficiency Particulate Air</i>) L'entrepreneur doit proposer un prix pour le renouvellement de l'accréditation des ensembles de filtres indiqués dans l'annexe, en fonction du temps et des pièces nécessaires. Le taux de rémunération d'un technicien en entretien et en réparation agréé NSF et celui des assistants non agréés durant les heures de travail normales doivent figurer au contrat.	ch.		\$
9	Prix forfaitaire tout inclus pour l'enlèvement et l'évacuation des matériaux jetables existants et leur remplacement par des matériaux semblables pour l'ensemble des filtres à charbon actif dans le plenum de reprise d'air de la B10 dans le local mécanique de la construction hors toit.	lot		\$

10	Matériaux et pièces de remplacement : Les matériaux et pièces de rechange (sauf les articles gratuits) doivent être facturés au prix de revient réel, qui comprend le prix facturé, les frais de transport, les taux de change, les droits de douane et les frais de courtage, plus une majoration (comprenant les frais d'achat, les frais de manutention internes, les dépenses administratives et le bénéfice) sans compter la	Maj.		%
----	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------	--	---

	taxe de vente. La taxe de vente doit être indiquée séparément. (Utilisation prévue : 1000,00)			
11	Services sur demande :			
a)	Appel de service – Prix forfaitaire tout inclus pour tous les frais et la durée des déplacements (frais de travail non productif) en direction et en provenance du lieu de travail et incluant tous les frais de kilométrage durant les heures de travail normales. Par appel \$			
b)	Travail productif sur place, pour un technicien NSF agréé; taux de rémunération durant les heures de travail normales.	Heures		\$
c)	Travail productif sur place, pour une personne autre qu'un technicien NSF agréé; taux de rémunération durant les heures de travail normales.	Heures		\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7702-135605/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

DND

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

WPG-2-35331

Buyer ID - Id de l'acheteur

wpg202

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe C**MDN 626, Formulaire d'autorisation de travail**

Voir le document ci-joint

ANNEXD RAPPORT D'UTILISATION DU CONTRAT À AUTORISATION DE TÂCHES

L'entrepreneur doit fournir trimestriellement les rapports d'utilisation des autorisations de tâches pour suivre toutes les autorisations de tâches données pour les biens et les services fournis en vertu du contrat. L'entrepreneur accepte et comprend qu'il lui incombe de mettre en œuvre un système de suivi des autorisations de tâches en vertu du contrat dans le but de fournir un rapport d'utilisation, ce qui permet d'assurer que la limitation des dépenses indiquée dans le contrat est respectée.

Chaque rapport d'utilisation du contrat à autorisation de tâches doit inclure les autorisations de tâches achevées visant les biens et de services fournis en vertu du contrat.

Calendrier de présentation des rapports d'utilisation du contrat à autorisation de tâches

DATE DE REMISE DU RAPPORT	DATE DE DÉBUT DE LA PÉRIODE DE TRAVAIL	DATE DE FIN DE LA PÉRIODE DE TRAVAIL
15 janvier	01 octobre	31 décembre
15 avril	01 janvier	31 mars
15 mai	01 avril	30 juin
15 juillet	01 juillet	30 septembre

L'entrepreneur doit fournir des renseignements au sujet des autorisations de tâches complétées selon le format suivant :

NO D'AUTORISATION DE TÂCHES	VALEUR EN DOLLARS (TPS INCLUSE)	VALEUR CUMULATIVE (TPS INCLUSE)	OBSERVATIONS
Valeur totale des autorisations de tâches pour la période :			
Autorisations de tâches accumulées à ce jour (valeur cumulative + valeur pour la période) :			

[] Cocher cette case si vous soumettez un **RAPPORT NÉANT** (c.-à-d. que vous n'avez pas fait affaire avec le Canada en vertu du présent contrat pour la période indiquée).

Veillez envoyer tous les rapports à l'attention de l'autorité contractante:

Tammy Kozak

Spécialiste en approvisionnement, Direction générale des approvisionnements

Case postale 1408

100-167, avenue Lombard Winnipeg (Manitoba), R3C 2Z1

Téléphone : 204-984-8825 Télécopieur : 204-983-7796

Courriel :

tammy.kozak@pwgsc-tpsgc.gc.ca

TASK AUTHORIZATION
AUTORISATION DES TÂCHES

<div>All invoices/progress claims must show the reference Contract and Task numbers. Toutes les factures doivent indiquer les numéros du contrat et de la tâche.</div>					
Contract no. – N° du contrat		Task no. – N° de la tâche			
Amendment no. – N° de la modification		Increase/Decrease – Augmentation/Réduction		Previous value – Valeur précédente	
To – À		<div>TO THE CONTRACTOR</div> <p>You are requested to supply the following services in accordance with the terms of the above reference contract. Only services included in the contract shall be supplied against this task.</p> <p>Please advise the undersigned if the completion date cannot be met. Invoices/progress claims shall be prepared in accordance with the instructions set out in the contract.</p> <div>À L'ENTREPRENEUR</div> <p>Vous êtes prié de fournir les services suivants en conformité des termes du contrat mentionné ci-dessus. Seuls les services mentionnés dans le contrat doivent être fournis à l'appui de cette demande.</p> <p>Prière d'aviser le signataire si la livraison ne peut se faire dans les délais prescrits. Les factures doivent être établies selon les instructions énoncées dans le contrat.</p> <div style="text-align: right;">_____</div> <div>Datefor the Department of National Defence pour le ministère de la Défense nationale</div>			
Delivery location – Expédiez à					
Delivery/Completion date – Date de livraison/d’achèvement					
Contract item no. N° d'article du contrat	Services				Cost Prix
					GST/HST TPS/TVA
					Total
APPLICABLE ONLY TO PWGSC CONTRACTS: The Contract Authority signature is required when the total value of the DND 626 exceeds the threshold specified in the contract.					
NE S'APPLIQUE QU'AUX CONTRATS DE TPSPC : La signature de l'autorité contractante est requise lorsque la valeur totale du formulaire DND 626 est supérieure au seuil précisé dans le contrat.					
_____ for the Department of Public Works and Government Services pour le ministère des Travaux publics et services gouvernementaux					
DND 626 (01-05) Design: Forms Management 993-4050					

Instructions for completing DND 626 - Task Authorization

Contract no.

Enter the PWGSC contract number in full.

Task no.

Enter the sequential Task number.

Amendment no.

Enter the amendment number when the original Task is amended to change the scope or the value.

Increase/Decrease

Enter the increase or decrease total dollar amount including taxes.

Previous value

Enter the previous total dollar amount including taxes.

To

Name of the contractor.

Delivery location

Location where the work will be completed, if other than the contractor's location.

Delivery/Completion date

Completion date for the task.

for the Department of National Defence

Signature of the DND person who has delegated **Authority** for signing DND 626 (level of authority based on the dollar value of the task and the equivalent signing authority in the PAM 1.4). **Note:** the person signing in this block ensures that the work is within the scope of the contract, that sufficient funds remain in the contract to cover this task and that the task is affordable within the Project/Unit budget.

Services

Define the requirement briefly (attach the SOW) and identify the cost of the task using the contractor's quote on the level of effort. The Task must use the basis of payment stipulated in the contract. If there are several basis of payment then list here the one(s) that will apply to the task quote (e.g. milestone payments; per diem rates/labour category hourly rates; travel and living rates; firm price/ceiling price, etc.). All the terms and conditions of the contract apply to this Task Authorization and cannot be ignored or amended for this task. Therefore it is not necessary to restate these general contract terms and conditions on the DND 626 Task form.

Cost

The cost of the Task broken out into the individual costed items in **Services**.

GST/HST

The GST/HST cost as appropriate.

Total

The total cost of the task. The contractor may not exceed this amount without the approval of DND indicated on an amended DND 626. The amendment value may not exceed 50% (or the percentage for amendments established in the contract) of the original value of the task authorization. The total cost of a DND 626, including all amendments, may not exceed the funding limit identified in the contract.

Applicable only to PWGSC contracts

This block only applies to those Task Authorization contracts awarded by PWGSC. The contract will include a specified threshold for DND sole approval of the DND 626 and a percentage for DND to approve amendments to the original DND 626. Tasks that will exceed these thresholds must be passed to the PWGSC Contracting Authority for review and signature prior to authorizing the contractor to begin work.

Note:

Work on the task may not commence prior to the date this form is signed by the DA Authority - for tasks within the DND threshold; and by both DND and PWGSC for those tasks over the DND threshold.

Instructions pour compléter le formulaire DND 626 - Autorisation des tâches

N° du contrat

Inscrivez le numéro du contrat de TPSGC en entier.

N° de la tâche

Inscrivez le numéro de tâche séquentiel.

N° de la modification

Inscrivez le numéro de modification lorsque la tâche originale est modifiée pour en changer la portée.

Augmentation/Réduction

Inscrivez le montant total de l'augmentation ou de la diminution, y compris les taxes.

Valeur précédente

Inscrivez le montant total précédent, y compris les taxes.

À

Nom de l'entrepreneur.

Expédiez à

Endroit où le travail sera effectué, si celui-ci diffère du lieu d'affaires de l'entrepreneur.

Date de livraison/d'achèvement

Date d'achèvement de la tâche.

pour le ministère de la Défense nationale

Signature du représentant du MDN auquel on a délégué le **pouvoir d'approbation** en ce qui a trait à la signature du formulaire DND 626 (niveau d'autorité basé sur la valeur de la tâche et le signataire autorisé équivalent mentionné dans le MAA 1.4). **Nota :** la personne qui signe cette attache de signature confirme que les travaux respectent la portée du contrat, que suffisamment de fonds sont prévus au contrat pour couvrir cette tâche et que le budget alloué à l'unité ou pour le projet le permet.

Services

Définissez brièvement le besoin (joignez l'ET) et établissez le coût de la tâche à l'aide de la soumission de l'entrepreneur selon le niveau de difficulté de celle-ci. Les modalités de paiement stipulées dans le contrat s'appliquent à la tâche. Si plusieurs d'entre elles sont prévues, énumérez ici celle/celles qui s'appliquera/ront à la soumission pour la tâche à accomplir (p.ex. acompte fondé sur les étapes franchies; taux quotidien ou taux horaire établi selon la catégorie de main-d'œuvre; frais de déplacement et de séjour; prix fixe ou prix plafond; etc.). Toutes les modalités du contrat s'appliquent à cette autorisation de tâche et ne peuvent être négligées ou modifiées quant à la tâche en question. Il n'est donc pas nécessaire de répéter ces modalités générales afférentes au contrat sur le formulaire DND 626.

Prix

Mentionnez le coût de la tâche en le répartissant selon les frais afférents à chaque item mentionné dans la rubrique **Services**.

TPS/TVH

Mentionnez le montant de la TPS/TVH, s'il y a lieu.

Total

Mentionnez le coût total de la tâche. L'entrepreneur ne peut dépasser ce montant sans l'approbation du MDN, formulaire DND 626 modifié à l'appui. Le coût de la modification ne peut pas être supérieur à 50 p. 100 du montant initial prévu dans l'autorisation de tâche (ou au pourcentage prévu dans le contrat pour les modifications). Le coût total spécifié dans le formulaire DND 626, y compris toutes les modifications, ne peut dépasser le plafond de financement mentionné dans le contrat.

Ne s'applique qu'aux contrats de TPSGC

Le présent paragraphe s'applique uniquement aux autorisations de tâche accordées par TPSGC. On inscrira dans le formulaire DND 626 un plafond précis qui ne pourra être approuvé que par le MDN et un pourcentage selon lequel le MDN pourra approuver des modifications au formulaire DND 626 original. Les tâches dont le coût dépasse ces plafonds doivent être soumises à l'autorité contractante de TPSGC pour examen et signature avant qu'on autorise l'entrepreneur à débiter les travaux.

Nota :

Les travaux ne peuvent commencer avant la date de signature de ce formulaire par le responsable du MDN, pour les tâches dont le coût est inférieur au plafond établi par le MDN, et par le MDN et TPSGC pour les tâches dont le coût dépasse le plafond établi par le MDN.